



Volume 6, n°3 – Décembre 2009

INFO TRAVAIL est le bulletin électronique d'information du ministère du Travail produit et diffusé cinq fois l'an.

Principales nouvelles ministérielles

Ministère

- Adopté avec quelques modifications le 4 décembre 2009, le projet de loi n° 73 pour lutter contre l'intimidation et l'infiltration du crime organisé dans l'industrie de la construction avait été présenté à l'Assemblée nationale par le ministre du Travail, M. Sam Hamad, le 10 novembre. La *Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction* contient notamment l'imposition de conditions plus sévères pour accorder ou maintenir une licence d'entrepreneur et de constructeur-propriétaire ainsi que la hausse des amendes pour tout geste d'intimidation perpétré sur les chantiers.

- Le ministre du Travail, M. Sam Hamad, en conférence de presse le 22 octobre avec les ministres de la Sécurité publique et du Revenu, MM. Jacques P. Dupuis et Robert Dutil, avaient ensemble dévoilé une série de mesures pour faire échec à la corruption et à la collusion dans l'industrie de la construction. Le train de mesures alors annoncées devait constituer la stratégie gouvernementale mise en place pour assainir l'industrie de la construction malmenée dans l'opinion publique à la suite de révélations-chocs de la presse québécoise quant à des allégations de corruption et de collusion dans cet important secteur de l'économie. Le ministre Hamad, responsable entre autres de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et de la Commission de la construction du Québec (CCQ) devant l'Assemblée nationale, a alors expliqué en cinq points la manière dont son gouvernement allait s'y prendre pour juguler toute velléité de fraude ou tentative de malversation dans ce vaste secteur d'activité économique. Ainsi, les titulaires de licence d'entrepreneur en construction donnant accès aux appels d'offre gouvernementaux allaient devoir être sans tache. Pour cela, ils seraient dorénavant contrôlés pour en écarter tous ceux ayant eu des antécédents judiciaires en lien avec les activités qu'ils exercent dans le secteur de la construction. De plus, la liste des actionnaires ou bailleurs de fonds des entrepreneurs serait également scrutée jusqu'à cinq ans en arrière afin d'écarter de la pratique, par retrait de licence, tous les fautifs (mesure par la suite légèrement modifiée en commission parlementaire sur le projet de loi n° 73). Par ailleurs, pour contrer l'évasion fiscale, le travail au noir et le blanchiment d'argent, une escouade d'intervention tactique d'une quarantaine de personnes serait affectée à la CCQ et chargée de la surveillance des chantiers. La collaboration entre la CCQ, la RBQ, Revenu Québec et la Sûreté du Québec (SQ) serait renforcée pour débusquer les entrepreneurs non respectueux des lois. Enfin, une série de dispositions législatives et réglementaires seraient dès lors proposées afin de contrer l'intimidation et la collusion dans cette industrie : hausse des amendes, retrait de licences, révision de la réglementation pour l'octroi des contrats publics dans les municipalités et sociétés d'État... Des agents patronaux négociateurs représentant les entreprises des secteurs de la construction au Québec ont par la suite appuyé les mesures annoncées par le gouvernement pour contrer toute velléité de collusion ou de corruption dans cette industrie. L'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec (APCHQ), l'Association de la construction du Québec (ACQ) et l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTRQ), trois agents patronaux négociateurs représentant les entreprises des secteurs de la construction au Québec en vertu de la « loi R-20 », ont apporté par voie de communiqués, leur soutien aux mesures gouvernementales pour contrer toute velléité de collusion ou de corruption dans cette industrie.

Autres nouvelles

- À l'occasion du 9^e Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail, le ministre du Travail, M. Sam Hamad, a été invité à prononcer une allocution. Cette activité annuelle organisée par la CSST s'est tenue au Palais des congrès à Montréal, le 3 novembre. Devant les participants à l'événement composés de représentants du patronat et des syndicats, du président et de membres du conseil d'administration de la CSST et de partenaires du milieu de la santé et de la sécurité du travail, le ministre Hamad a brossé un rapide tableau de la situation de la prévention au Québec en santé et sécurité du travail, en insistant sur son importance pour la productivité des travailleurs. Il a en effet souligné la performance du régime en santé et sécurité du travail en vigueur au Québec qui rend plus attirantes nos entreprises et garantit chez elles une rétention de la main-d'œuvre appréciable. Il a enfin salué le 30^e anniversaire de création de la CSST, une présence active et nécessaire dans la société québécoise.

- Le projet de loi n° 55 – *Loi concernant la mise en œuvre du neuvième protocole de modification de l'Accord sur le commerce intérieur*, présenté par le ministre Sam Hamad en juin, a été adopté par l'Assemblée nationale à l'unanimité des voix le 28 octobre 2009. La nouvelle loi porte essentiellement sur la mobilité de la main-d'œuvre québécoise à l'échelle du Canada et sa réciprocité ainsi que sur la reconnaissance des compétences professionnelles dans des professions ou métiers réglementés. À cet effet, signalons parmi les modifications apportées par cette loi à des lois existantes, celle à la *Loi modifiant la Loi sur les décrets de convention collective*.

Nouvelles des organismes

Activités courantes

• CES – La Commission de l'équité salariale a entrepris, en octobre 2009, une tournée nationale du Québec appuyée par une vaste campagne d'information dans le but de convaincre les employeurs québécois de compléter leur exercice d'équité salariale et de se conformer ainsi à la loi. >>>

• CNT – La Commission des normes du travail a produit des fiches d'information pour renseigner la population sur divers aspects pouvant entourer le respect des normes du travail en situation de pandémie de grippe A(H1N1). La fiche maîtresse s'intitule *Pandémie d'influenza et normes du travail – Comment s'y préparer?* Six points importants y sont par la suite développés sous la rubrique « Que faut-il savoir? » Ce sont : les absences; les heures supplémentaires; ce qui doit être payé; les vacances; le travail des enfants; les recours. >>>

• CCQ – Une première rencontre a eu lieu entre l'Alliance syndicale de la construction, porte-parole de la partie syndicale, et les associations patronales, laquelle s'est conclue par la signature conjointe des protocoles de négociation en vue du bon déroulement des prochaines négociations. Le dépôt des demandes syndicales communes devait s'effectuer le 1^{er} décembre 2009, selon l'Alliance. Au moment de publier, celui-ci n'avait toujours pas eu lieu. Les conditions de travail de près de 150 000 travailleurs oeuvrant pour 25 000 employeurs sont régies par ces conventions.

• CRT, RBQ et CLP – La Commission des relations du travail, la Régie du bâtiment du Québec et la Commission des lésions professionnelles ont, par l'entremise du ministre du Travail, M. Sam Hamad, effectué le dépôt de leur rapport annuel de gestion à l'Assemblée nationale, au cours d'octobre 2009.

Nouvelles d'ici et d'ailleurs dans le monde

• QUÉBEC – La présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, M^{me} Monique Gagnon-Tremblay, a déposé, le 30 novembre 2009, les offres de l'État à ses employés. Celles-ci comprennent une augmentation salariale de l'ordre de 7 %

répartie sur cinq ans. Ces offres prévoient aussi qu'advenant une amélioration significative de la situation économique de la province, celles prévues pour les deux dernières années du projet de convention pourraient alors être bonifiées. Le Front commun des 475 000 employés de l'État avait, pour sa part, déposé le 30 octobre ses demandes en vue du renouvellement des conventions collectives de ses syndiqués dont les décrets, tenant lieu de conventions collectives, arriveront à échéance le 31 mars 2010. Ces demandes se chiffrent à des augmentations salariales totalisant 11,25 % sur trois ans. Le Front commun des employés de l'État et la présidente du Conseil du trésor ont préalablement convenu, le 8 octobre, d'une première entente sur les libérations syndicales en préparation des négociations. Précisons que les employés de l'État québécois sont au nombre de 550 000 dont 475 000 sont représentés par le Front commun. Ils se répartissent dans les secteurs de la fonction publique, dans les réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

• ALBERTA -- *Le premier ministre, M. Ed Stelmach, imposera un gel salarial de la haute fonction publique de cette province pour une durée de deux ans.* Ce sont 6 500 hauts fonctionnaires de l'État, 44 000 gestionnaires des ministères ainsi que 2 100 autres cadres supérieurs à l'emploi de la province qui feront ainsi économiser à la province albertaine 22 millions de dollars.

• QUÉBEC -- *L'amiante serait en cause au Québec dans 60 % des décès de travailleurs actifs ou retraités des huit premiers mois de 2009.* Ce pourcentage représente 61 personnes des 104 qui sont décédées d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle. Ces chiffres, compilés à la CSST pour les mêmes causes sur des périodes identiques, avoisinent des proportions semblables : 58 en 2008; 64 en 2007... >>>

• QUÉBEC -- *Les artistes québécois auraient, toute proportion gardée, les revenus les plus élevés au Canada dans ce secteur.* Une récente étude, publiée en septembre par la Hill Stratégies Recherches, intitulée « Les artistes dans les grandes villes du Canada » et réalisée à partir du recensement canadien de l'année 2006 révèle que les artistes du Québec ont les revenus proportionnellement les plus élevés au Canada. En effet, les écarts salariaux des acteurs, chanteurs, danseurs et peintres québécois par rapport aux autres catégories de travailleurs sont les plus faibles au Canada si on compare leur revenu annuel moyen (24 600 \$) à celui de l'ensemble des travailleurs (32 600 \$). >>>

• QUÉBEC -- *Le congrès annuel de la Fédération des chambres de commerce du Québec a réuni, en octobre, à Saint-Sauveur dans les Laurentides au nord de Montréal, 350 congressistes sous la thématique des « façons de faire affaires dans un monde nouveau... ».* « Un monde nouveau, éclaté et bouleversé par l'apparition de nouvelles technologies de l'information ». Par ailleurs, dans le cadre du centenaire de cette institution, d'autres activités ont également pris une place de choix à l'agenda de ces développeurs régionaux. En effet, par la suite, un autre colloque réunissant ces acteurs clefs du développement économique a également eu lieu le 22 octobre. Il a porté sur les « transformations des entreprises dans un contexte de mondialisation ».

• NATIONS UNIES -- *Le premier rang de l'indice de développement humain (IDH) est attribué à la Norvège (le Canada se classe quatrième).* Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a classé la Norvège au premier rang des pays membres de l'ONU pour son indice élevé de développement humain (IDH). Le Canada se retrouve, pour sa part, au quatrième rang des pays à forte espérance de vie à la naissance, à fort taux d'alphabétisation de sa population et au produit intérieur brut (PIB) par habitant à haut taux. D'autres pays, servant souvent de référence pour le Canada et le Québec, apparaissent ainsi : au 7^e rang pour la Suède, au 8^e rang pour la France, au 10^e rang pour le Japon, au 13^e rang pour les États-Unis, et au 20^e rang pour la Nouvelle-Zélande. Ces résultats des derniers IDH publiés en octobre 2009 doivent toutefois être teintés de réserves, selon le PNUD, car ce classement a été établi à partir de données datant de 2007, soit peu avant la crise financière et économique venue plomber plus d'une économie dans le monde et éventuellement chambarder leur place actuelle sur ce « tableau du mérite ».

• QUÉBEC -- *Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) rend une décision en faveur des 340 ex-travailleurs du réseau TQS dans le contentieux TQS et REMSTAR avec la Fédération nationale des communications (FNC-CSN).* Le CCRI en rendant, à la mi-septembre, cette décision force l'acquisiteur REMSTAR à respecter les obligations découlant des

conventions collectives en vigueur au moment de la vente de l'entreprise TQS. La FNC-CSN a, par communiqué, dit vouloir épuiser tous les recours pour « contraindre les nouveaux propriétaires de TQS à respecter les lois du travail et les personnes à leur emploi ».

• **CANADA** -- *Un nouveau projet de loi a été déposé en octobre par le NPD devant le Parlement canadien afin d'assurer aux francophones du Québec le droit de travailler en français dans les entreprises fédérales de la province. Le projet de loi C-455, s'il était adopté, ferait en sorte que les employés de langue française œuvrant dans ces entreprises pourraient travailler et communiquer dans leur langue au Québec. De plus, cette loi ferait en sorte que les communications écrites et les conventions collectives devraient être accessibles en français. Les offres d'emploi aussi devraient être affichées ou annoncées dans les langues officielles. C'est la troisième fois qu'un parti officiel tente de faire adopter par le Parlement canadien une loi semblable au cours des dernières années.*

• **ÉTATS-UNIS** -- *Les É-U, toute proportion gardée, compteraient chez eux par rapport à l'emploi national total le moins d'emplois dans les PME, comparativement aux autres pays développés, même s'ils sont reconnus à travers le monde comme le fer de lance de la libre entreprise. Cette statistique surprenante pour l'un des berceaux de la libre-entreprise et de l'entrepreneurship dans le monde provient d'une récente étude intitulée *An International Comparison of Small Business Employment*, parue en août 2009 et réalisée par le Center for Economic and Policy Research de Washington. L'explication avancée par les chercheurs résiderait dans le coût très élevé de couverture en santé exigé par le système privé américain pour protéger les travailleurs indépendants.* >>>

• **ANGLETERRE** -- *La poste royale d'Angleterre vit cet automne sous les grèves tournantes avec le contesté projet de « modernisation » mis de l'avant par l'Administration. Les leaders syndicaux des 120 000 travailleurs de la poste royale d'Angleterre (Communication Workers Union) ont privilégié l'usage de grèves tournantes ces derniers mois pour briser le cul-de-sac où se trouvent les pourparlers avec l'employeur quant à la modernisation de ces activités. Devant la possibilité du déclenchement d'une grève générale à la grandeur du pays ou celle d'un appel à la médiation, c'est finalement celle d'une entente intérimaire éloignant jusqu'à Noël toute grève qui est intervenue au début de novembre entre les parties.*

• **FRANCE** -- *La France, au même moment, a aussi entrepris de « moderniser » ce service public. Le Comité national contre la privatisation de « La Poste », créé pour promouvoir sa vision de ce service à la population, a procédé à une « votation » pour le supporter dans son action avec comme résultat la participation de plus de 2 millions de votes des Français en faveur de cette action.*

• **EUROPE** -- *Vingt des 27 pays membres de l'Union européenne garantissent à leurs ressortissants un salaire minimum « décent ». Selon une compilation du journal *Le Figaro* de Paris effectuée en septembre auprès d'Eurostat et de Forbes, deux sources de données fiables, ce sont le Luxembourg et l'Irlande qui garantissent dans leurs lois les revenus minima les plus avantageux aux salariés avec respectivement 1 642 euros brut par mois et 1 462 euros. La plus forte progression sur le continent européen a cependant été observée dans les pays ayant récemment accédé à l'Union européenne tels que la Pologne et la Slovaquie où, pour ce dernier pays cette croissance a été spectaculaire, soit de l'ordre de 9,2 % en 2009. L'Allemagne réunifiée n'a pas de salaire minimum légal, alors que la Suisse fédérale, indépendante de l'Union européenne, a pour sa part reçu du canton de Vaud, en octobre, l'avis d'un projet de scrutin auprès des Vaudois « Pour le droit à un salaire minimum ». Toutefois, des recours de la « droite » à l'encontre de ce projet vaudois qui trouve également des adeptes dans le canton du Jura demeureraient possibles auprès de la Cour constitutionnelle vaudoise ou devant le Tribunal fédéral. Elles se sont par ailleurs concrétisées par un appel logé à l'encontre de ce projet auprès du Grand Conseil vaudois qui a par la suite invalidé, le 17 novembre, l'initiative cantonale « Pour le droit à un salaire minimum ».* >>>

• **ANGLETERRE** -- *Cent trois entreprises de la construction du Royaume-Uni reconnues coupables d'entente illicite ou de collusion lors d'appels d'offres publics sont condamnées à des amendes totalisant 129,5 millions d'euros. L'Office of Fair Trading (OFT) chargé de surveiller la concurrence de ce pays a conclu, au terme d'une enquête entreprise au printemps 2008, que ces sociétés avaient pris part à des soumissions truquées dans 199 appels d'offres entre les*

années 2000 et 2006. Ces pratiques frauduleuses ont, selon l'OFT, pour effet de fausser le marché artificiellement à la hausse, altérant ainsi la réalité des valeurs. Des sociétés aussi prestigieuses que Balfour Beatty, Ballast et Bowmer & Kirkland de Londres ont été condamnées dans cette affaire.

Parutions récentes

Automne 2009

- *Remunération des salariés, État et évolution comparés*. Publication annuelle, édition 2009, Rapport et Faits saillants, Institut de la statistique du Québec, novembre 2009.
- *Vers un autre monde économique*. Philippe Lemoine et al. Forum d'action Modernités, Éditions Descartes & Cie, 2009, 264p.
- *Évolution du marché du travail dans les MRC*. Institut de la statistique du Québec, octobre 2009.
- « Travail et rémunération » in *Flash-info*, Vol. 10, n° 3, Institut de la statistique du Québec, septembre 2009.

À l'agenda des prochains mois

Hiver 2009

- 21 et 22 février 2010 – Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du travail. Rencontre préparée par l'ACALO, Ottawa, Ontario.

On s'en souvient encore

Dispositions particulières de la loi au Québec pour contrer le harcèlement psychologique au travail : 5 ans déjà

La *Loi sur les normes du travail* comporte, depuis 2004, des dispositions pour protéger les salariés contre le harcèlement psychologique au travail. Celui-ci, selon la loi, est une conduite vexatoire qui se manifeste par des comportements, des paroles ou des gestes répétés qui sont hostiles ou non désirés, qui portent atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui rendent le milieu de travail néfaste. Pionnier en Amérique dans ce domaine car premier à légiférer en la matière, le Québec en est aujourd'hui à sa cinquième année d'exercice en la matière, avec un succès indéniable. En effet, la Commission des normes du travail, organisme assurant la mise en œuvre de la Loi, révélait en juin qu'au cours des cinq dernières années pas moins de 86 % des 10 095 plaintes reçues par l'organisme ont été réglées. De ce nombre, 35 % trouvent un règlement par l'intermédiaire de services de médiation offerts par la Commission avec le concours des médiateurs-conciliateurs du ministère du Travail. La Commission des relations du travail a, pour sa part, accueilli 911 plaintes pour audition et décision. De ce nombre, 723 plaintes furent réglées dont 81 % à la suite d'une entente hors cour. Cet automne, une campagne d'information est en cours pour faire connaître les droits et les obligations des employeurs et des salariés en matière de harcèlement psychologique au travail. >>>

2009-12-11 – L. P. avec la collaboration de Pierre Laberge

Édition - Abonnement - Droits de reproduction

